Mobilisation contre « La Alianza para la calidad de la educación »

MEXIQUE - Une même lutte pour le droit à l'éducation par-delà l'océan

Guillaume Beaulande

lundi 8 décembre 2008, mis en ligne par Guillaume Beaulande

L'accès à l'éducation est un droit à à défendre à tout prix, partent de ce postulat tous ceux qui voient clair dans les assauts permanents des politiques néo-libérales, tous ceux qui se battent contre une marchandisation des savoirs et contre un nivellement par le bas du niveau des élèves.

L'École ne peut ni ne doit participer de ces grandes pelletées dans le fossé entre riches et pauvres. Il semble que non seulement cette idée soit la clé de voûte des mouvements prenant de l'ampleur en Italie, en France, mais qu'en plus elle soit largement partagée à « l'autre bout du monde »... au Mexique.

En mai 2008, le gouvernement du président mexicain Felipe Calderón (considéré par de nombreux Mexicains comme illégitime depuis une victoire du Parti d'action nationale très contestée) lançait un grand plan de réforme du système éducatif mexicain dont on imagine bien la teneur. L'Alliance pour la qualité de l'éducation (ACE) résulte d'un accord passé entre le gouvernement et celle qui lui sert de fusible depuis la naissance du mouvement, Elba Esteger Gordillo, patronne du syndicat des enseignants que certains surnomment "la Maestra". Elle apparaît depuis trois mois, aux yeux des acteurs directs et indirects du système éducatif, comme l'incarnation de la trahison de la base du SNTE (Sindicato nacional de trabajadores de la educación) et par extension du peuple mexicain.

Un plan d'action nationale contre la ACE a été mis en place mis en place dans 18 États du Mexique rassemblant enseignants, parents d'élèves et étudiants qui, conscients des défaillances du système, ne sont pour autant pas dupes de ce que le gouvernement propose en échange.

Au delà de l'objectif officiel de l'ACE, qui est d'en finir avec le caractère « héréditaire » du recrutement des enseignants, d'opter pour la toute nouvelle sacro-sainte « transparence » se cache en filigrane la privatisation du système éducatif et l'augmentation des inégalités.

Les opposants à cette réforme ont à se battre contre tout un appareil gouvernemental armé d'un pseudo-dialogue social avec la dirigeante de la SNTE, de policiers anti-émeutes et même de tanks de l'armée envoyés, par exemple, à Cuernavaca il y a quelques semaines de cela. Les enseignants se voient poursuivis, selon l'article 145 du Code Pénal fédéral, du délit de « *disolución social* », cet article permet d'envoyer l'armée et de museler toute contestation sociale par la force, il a notamment fait beaucoup parlé de lui lors des « guerres sales » livrées sous les présidences de Gustavo Díaz Ordaz (1964-1970) et de Luis Echeverria (1970-1976), l'article 145 est aujourd'hui remis au goût du jour par Felipe Calderón.

Le 10 novembre dernier, dans l'État de Guerrero, près de 25000 enseignants ont investi les rues et bloqué les voies d'accès à la ville de Chipalcingo au sud de Mexico, une contestation massive qui prit naissance dans l'État de Morelos dès la rentrée 2008.

L'avocat de l'Assemblée des représentants des enseignants, Jorge Viveros, déclarait le 24 octobre 2008 lors d'une table ronde présidée par le philosophe Orozco Garibay :

« Le gouvernement du Président Calderón prétend imposer un modèle selon lequel l'enseignant serait rétribué à hauteur de 60% de son salaire en fonction de la réussite des élèves aux examens. Il s'agit

d'évaluations standardisées qui ne tiennent compte ni de la situation multiculturelle des différentes régions du Mexique, de la problématique sociale des élèves, ni de l'avis du professeur. Il y a tout simplement du mépris pour le droit salarial et celui des travailleurs. »

De même, il dénonce la précarisation de l'enseignement, en effet dans l'état de Morelos comme dans l'ensemble du pays, il existe des enseignants qui malgré 15 années d'ancienneté ne disposent pas d'un contrat solide et peuvent être licenciés sans aucune indemnité. L'ex secrétaire à l'Éducation publique, Lorenzo Gómez Morín, a calculé que la moitié des postes attribués dans le cadre de l'Alliance ne l'ont pas été par voie de concours.

María de la Luz Arriaga, spécialiste de la politique éducative et enseignante, constate dans la revue *El Proceso* une détérioration toujours plus grande de la qualité de l'enseignement, encore accentuée par la ACE :

« L'Alliance prétend en finir avec la formation de la pensée critique, évincer toute velléité de réflexion. On cherche à contrôler et à créer des personnes dociles au service des entreprises transnationales. L'éducation ne consiste pas seulement à mémoriser mais aussi et surtout à acquérir une capacité à la vie-même. »

La seule réponse du gouvernement au mouvement, c'est la répression armée, des incarcérations arbitraires, de nombreux citoyens (enseignants mais aussi parents d'élèves et étudiants) ont été blessées lors des rassemblements et actions qui ont eu lieu dans plusieurs régions (Morelos, Quintana Roo, Guerrero, Veracruz, Puebla, Hidalgo, Coahuila et Basse Californie) dans l'indifférence éhontée des médias européens. Ces événements ravivent le goût amer de la sanglante répression contre les étudiants sur la Place de Tlatelolco en 1968, merveilleusement racontée par Paco Ignacio Taibo II dans son livre *68*.

Si, selon l'adage, comparaison n'est pas raison, il n'en est pas moins vrai qu'il faudrait considérer la diminution du nombre de postes dans l'Education Nationale, la fin des concours nationaux et la privatisation du système éducatif comme autant d'éléments symptomatiques d'une crise de la démocratie, en Europe, au Mexique, comme en n'importe quelle autre région du monde. En effet, les politiques néolibérales, se fondant en partie sur la diminution des dépenses sociales, ébranlent les démocraties dans leurs fondements même. Elles arrachent à l'école toute valeur républicaine, elles tendent à rendre impossible la formation de l'esprit critique des élèves et partant, de leur force citoyenne.

Il est difficilement contestable que l'Alliance s'inscrit en droite ligne du socle commun votée par l'OCDE, lorsque l'on sait que l'ACE reçut, en mai dernier, le soutien du secrétaire général de l'OCDE, José Angel Gurría, l'ACE fut également soutenue par Robert Zoellick, l'actuel directeur de la Banque Mondiale. Le sarcasme de ceux qui, faute d'arguments, parleront de « conspirationnisme » sera mouché par l'évident constat d'une politique globale.

Si nous nous tenons pour dit que le hasard fait bien les choses, on peut douter du caractère fortuit de cette casse globalisée, de cette mise à bas d'un système éducatif, certes discutable et qu'il convient de réformer, mais que sous-couvert de réforme on dépouille, ici comme ailleurs, de ses effets les plus égalitaires. Combien d'hommes et de femmes devront encore lutter pour que leurs enfants ne deviennent pas de la « chair à finance », avant que les autres ne sortent enfin de leur aveuglement ou de leur résignation ?

Sources

– Luis Hernández Navarro, « Alianza por la Educación contra México », http://blogotitlan.com/noticias/200...
– Ezequiel Flores Contreras, article publié dans *El Proceso*, 11 novembre 2008.
– Manuel Fuentes Muñez, article publié dans *El Proceso*, 04 novembre 2008.
– Paco Ignacio Taibo II, *68*, Paris, L'Échappée, 2008, 124 p.

Enseignants en grève à Oaxaca